

b) *Les infrastructures* — Selon la CEA, la première phase de la Décennie des transports et des communications en Afrique a donné des résultats encourageants. Or, la deuxième phase exige des investissements de 18 milliards de dollars. Les infrastructures doivent jouer un rôle décisif du point de vue de l'augmentation de la capacité de l'Afrique de faire face à de nouvelles situations d'urgence et du point de vue de l'augmentation de la production totale. Nous dirions même que, dans certains cas, la remise en état et l'entretien efficace de l'infrastructure existante devraient avoir la primauté sur de nouveaux investissements;

c) *La mise en valeur des ressources humaines* — Les ressources humaines, particulièrement dans l'agriculture, revêtent une grande importance pour une saine gestion de chacun des secteurs. En particulier, la reconnaissance du rôle décisif des femmes dans le développement, la revalorisation de leur travail et l'intégration de leur contribution à la production de biens et de revenus sont des objectifs essentiels. Il s'agit là d'un des grands défis que l'Afrique contemporaine doit relever. Ces objectifs doivent être atteints si l'on veut que des progrès réels et soutenus soient accomplis à long terme en Afrique.

d) *Le taux annuel de croissance démographique* — Ce taux de croissance, qui est de 3 pour cent, fait partie intégrante de l'équation besoins alimentaires/production par personne, et une diminution à long terme réduira la gravité des crises futures;

Permettez-moi de revenir sur le point central de notre débat d'aujourd'hui. Le Canada a la ferme conviction que le système des Nations Unies, œuvrant de concert avec les institutions bilatérales et multilatérales ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales (ONG), a une contribution absolument vitale à fournir en vue du règlement de la situation d'urgence actuelle en Afrique. Se tournant vers l'avenir, la communauté internationale a déjà, en liaison avec les Nations Unies, établi un certain nombre de plans d'action à long terme en faveur de l'Afrique qui sont cohérents et réalisables, notamment par l'intermédiaire de la Banque mondiale et de son programme en six points. Le mécanisme spécial pour l'Afrique subsaharienne a déjà reçu plus d'un milliard de dollars dont, je le signale avec plaisir, plus de 100 millions proviennent du Canada sous forme de produits alimentaires et d'autres types d'assistance. (J'ajouterai que le Canada a également porté à 430 millions de dollars ses crédits bilatéraux destinés à l'Afrique pour l'année 1985-1986, ce qui représente une augmentation de 49 pour cent par rapport aux crédits de 1983-1984. Le total des ressources canadiennes affectées à l'Afrique dépassera 850 millions de dollars en 1985-1986.) Toutefois, notre pays et d'autres doivent maintenant veiller à ce que ces fonds soient utilisés efficacement et aient des retombées maximales. À court terme, il s'agit de sauver des vies. À court et à long terme, il s'agit de construire — soigneusement, assidûment — les bases inébranlables qui assureront la survie du continent.

Les pays africains eux-mêmes disposent maintenant d'une évaluation plus approfondie des graves difficultés auxquelles ils sont confrontés et, parallèlement, ils ont acquis une plus grande capacité de faire face à ces difficultés. La communauté internationale, en particulier les nations occidentales, a pris conscience elle aussi de la responsabilité qui lui incombait de fournir rapidement une assistance d'urgence massive, d'une ampleur jusqu'à maintenant inimaginable. Il ne fait pas de doute que tant les Africains que le reste de la communauté internationale envisagent maintenant de dépasser l'horizon de la crise immédiate pour entreprendre une action concertée et soutenue, dont le succès permettra à